

# DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021



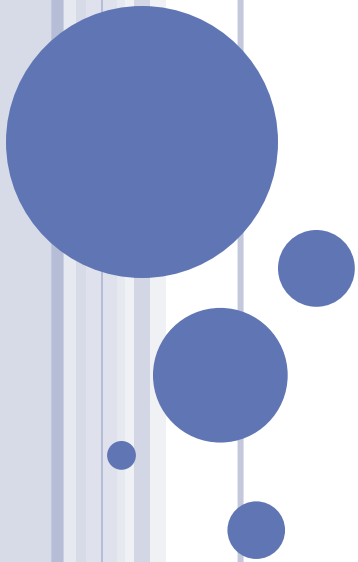
# RAPPEL :

Préalablement au budget primitif, le débat d'orientation budgétaire (DOB) permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation financière.

La loi de programmation des finances publiques du 22 janvier 2018 a rappelé l'obligation prévue dans la loi Notre de présenter un rapport sur les orientations budgétaires, le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 précise le contenu de ce rapport :

- Orientations budgétaires envisagées par la collectivité sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes
- Présentation des engagements pluriannuels notamment en investissement
- Informations relatives à la structure et la gestion de la dette
- Informations relatives aux effectifs et aux dépenses de personnel au titre de l'exercice en cours ou le cas échéant du dernier exercice connu (structure des effectifs, dépenses de personnels, ...)

# CONTEXTE GENERAL

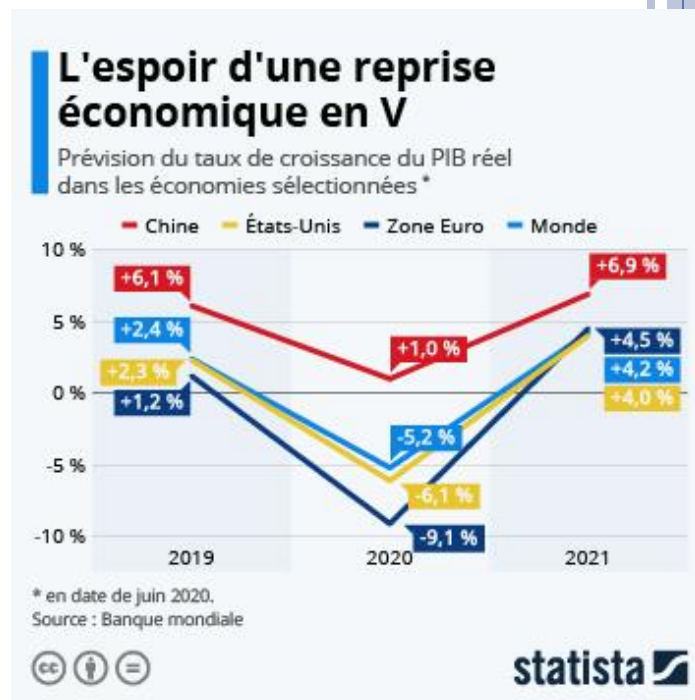


# ENVIRONNEMENT MACRO-ECONOMIQUE

## ○ La situation mondiale et de la zone euro

La période de confinement liée à la pandémie de la Covid-19 a vu plus d'un milliard de personnes êtres confinées. Cette crise sanitaire sans précédent marque un coup d'arrêt brutal de l'économie mondiale continent par continent. Ce choc se traduit par une contraction du PIB dans la plupart des économies avoisinant les 10 % en rythme annualisé.

À la suite de cette période inédite, l'activité a logiquement rebondi passant principalement par le secteur de la consommation pour la zone euro. L'espoir de reprise s'essouffle. En effet, de nombreux pays subissent une nouvelle dégradation de la situation sanitaire ce qui conduit à restaurer des mesures contraignantes.



- La pire récession économique depuis la grande dépression à l'échelle mondiale

**Croissance annuelle du PIB mondial 1980-2019 et prévision pour 2020**

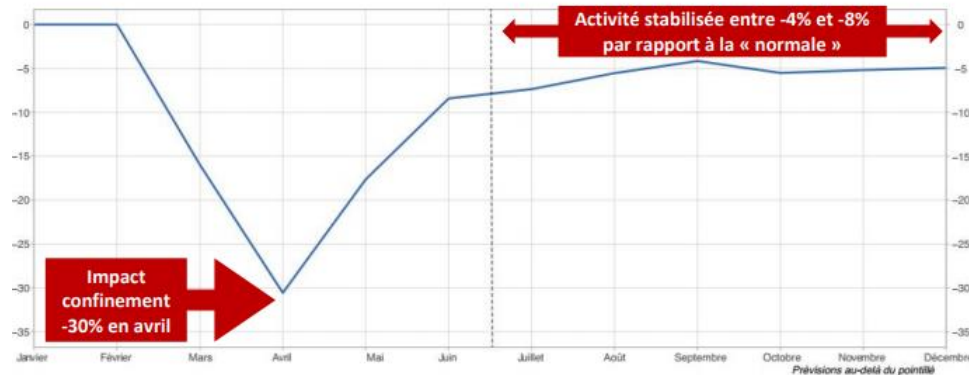
Source: FMI, World Economic Outlook (Octobre 2020)



# ○ Evolution du Produit Intérieur Brut (PIB) et projection du déficit public :

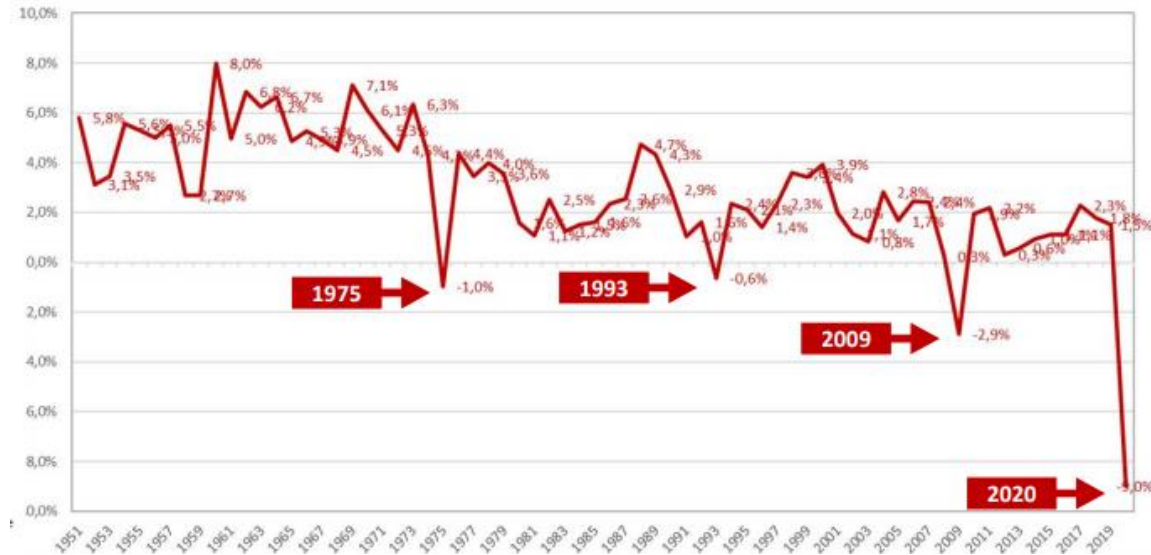
## ➤ Des pertes d'activités importantes

Source : Insee, note de conjoncture octobre 2020,



## ➤ Projection de la croissance en % du PIB

Source : Insee, note de conjoncture octobre 2020,



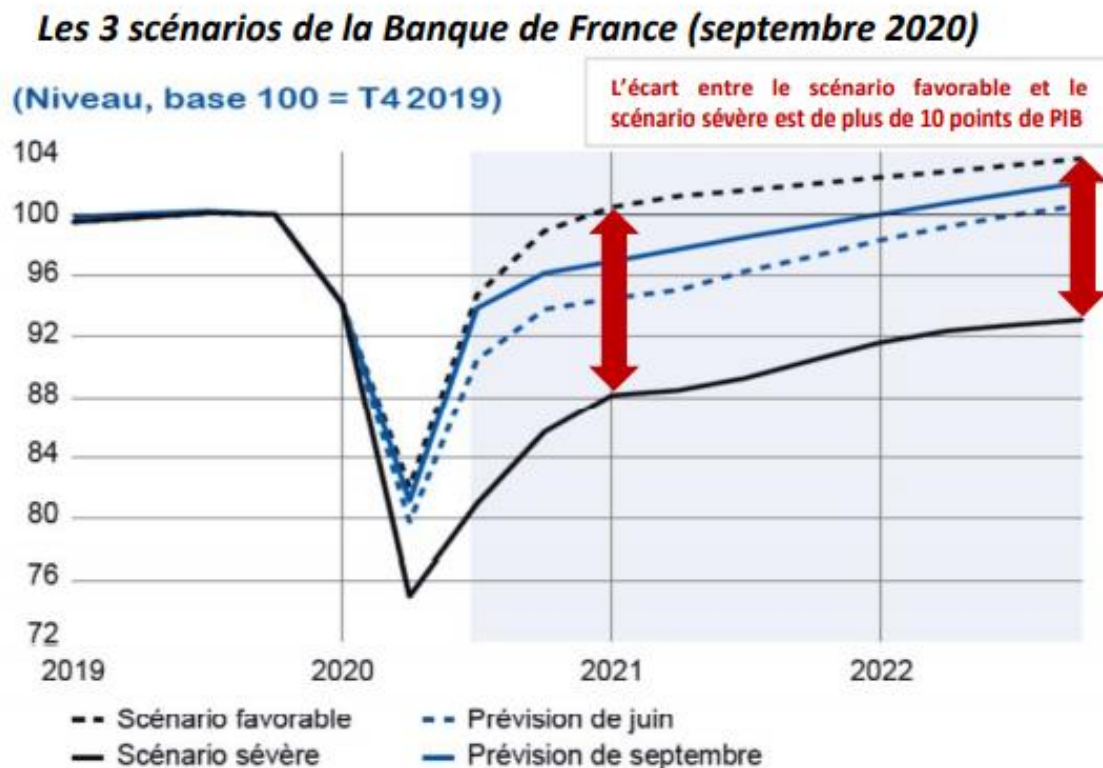
## ○ Les scénarios de la Banque de France selon l'évolution sanitaire

### Les 3 scénarios de la Banque de France – Projections macroéconomiques – septembre 2020

**Dans le scénario central**, après une contraction du PIB de 8,7% en 2020, les années 2021 et 2022 seraient des années de redressement net mais graduel, avec un retour au niveau d'activité de fin 2019 avec une croissance annuelle 2021 de 7,4 % et celle de 2022 de 3,0 %.

« **Dans le scénario « favorable » de maîtrise de l'épidémie**, l'activité retrouverait dès la fin de l'année 2020 son niveau d'avant-crise, avec un recul du taux de croissance du PIB limité à - 7 % en 2020 suivi d'un rebond marqué de l'activité en 2021 (+ 10 %). À l'opposé, **dans le scénario « sévère » de circulation intense du virus**, avec les contraintes fortes, sanitaires puis économiques, qui pourraient alors s'ensuivre, le niveau d'activité demeurerait significativement inférieur au niveau d'avant-crise sur tout l'horizon de prévision, avec une croissance en chute de - 16 % en 2020, suivie d'un rebond en 2021 assez modeste (+ 6 %) au regard de l'ampleur du choc subi par l'économie. »

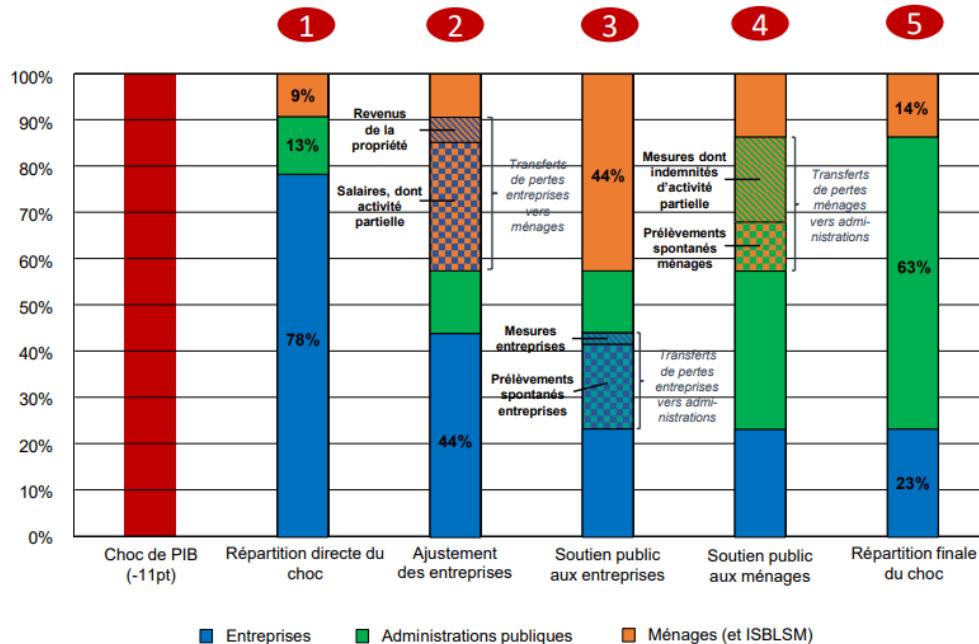
La situation sanitaire en France s'étant nettement dégradée depuis le mois de septembre, se rapproche-t-on du « scénario sévère » que la banque de France établissait en septembre ?



Source : Insee jusqu'au deuxième trimestre 2020 et projections Banque de France

# Le rôle des administrations publiques dans l'absorption de la crise

Partage des pertes liées à la crise entre les agents de l'économie  
(source Rapport économique, social et financier)



Source : calculs DG Trésor

- 1 La baisse du PIB de 11 points est supportée initialement à 78 % par les entreprises et à hauteur de 9 % par les ménages (essentiellement les entrepreneurs individuels).
- 2 En réaction à la baisse de leur valeur ajoutée, les entreprises baissent la masse salariale et les revenus de la propriété distribués.
- 3-4 La baisse de la masse salariale est quasi-intégralement compensée par le dispositif d'activité partielle : par l'effet des stabilisateurs automatiques et des mesures de soutien, les administrations prennent à leur charge la majeure partie des pertes des agents privés.
- 5 « Ainsi, les politiques de soutien permettent de ramener la perte supportée par le secteur privé – entreprises et ménages – de 87 % du choc à seulement 37 % du choc (14 % + 23 %, dernière barre) », l'Etat absorbant alors 63% du choc contre 13% initialement.

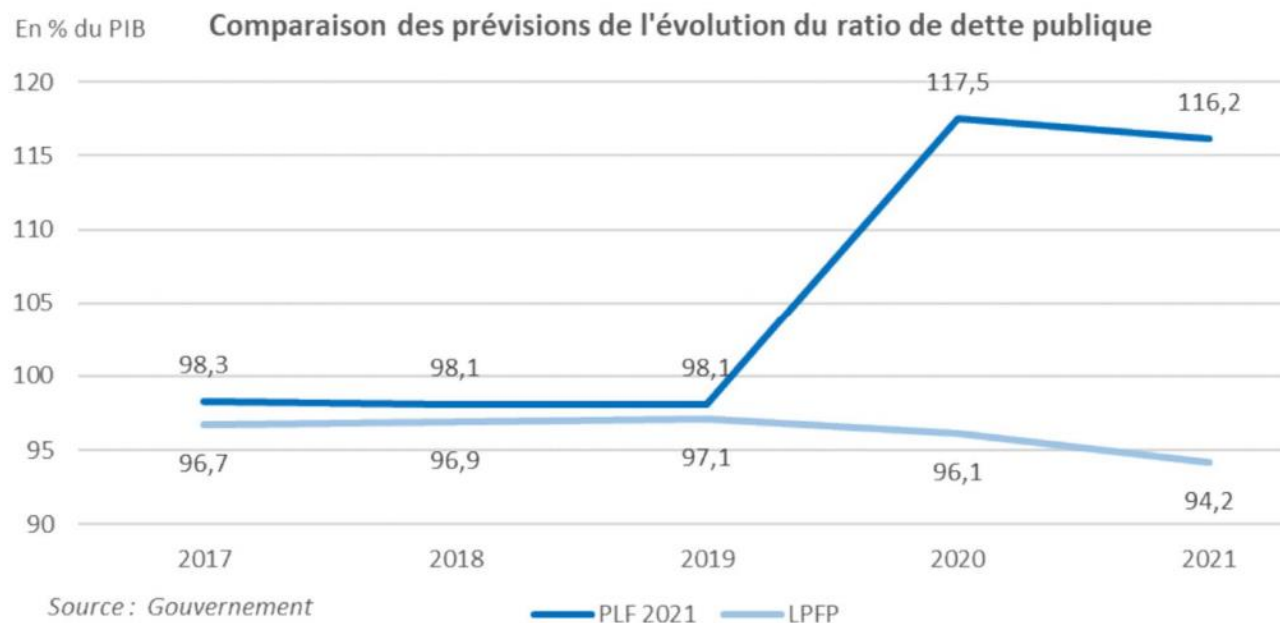


# CONTEXTE NATIONAL

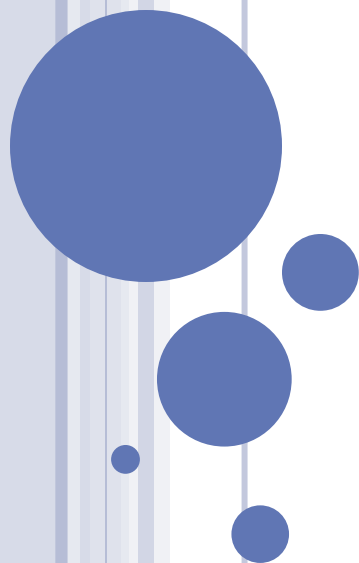
L'année 2020 est un exercice dont les collectivités locales vont absorber les conséquences de la crise sanitaire et économique même si des disparités se creusent.

D'autre part, le bouleversement de la fiscalité locale avec la suppression de la taxe d'habitation, le plan de relance de l'État, la révision des indicateurs de péréquation et une potentielle nouvelle contribution au redressement des finances publiques ne permettent pas d'avancer dans un avenir serein et stable.

Pour l'année 2021, la vision est plus obscure. En effet, la pandémie ne reculant pas, les dépenses sanitaires vont s'accroître du fait de la projection sur un exercice.



**FINANCES PUBLIQUES  
PROJET DE LOI DE  
FINANCES POUR 2021  
(PLF 2021)**



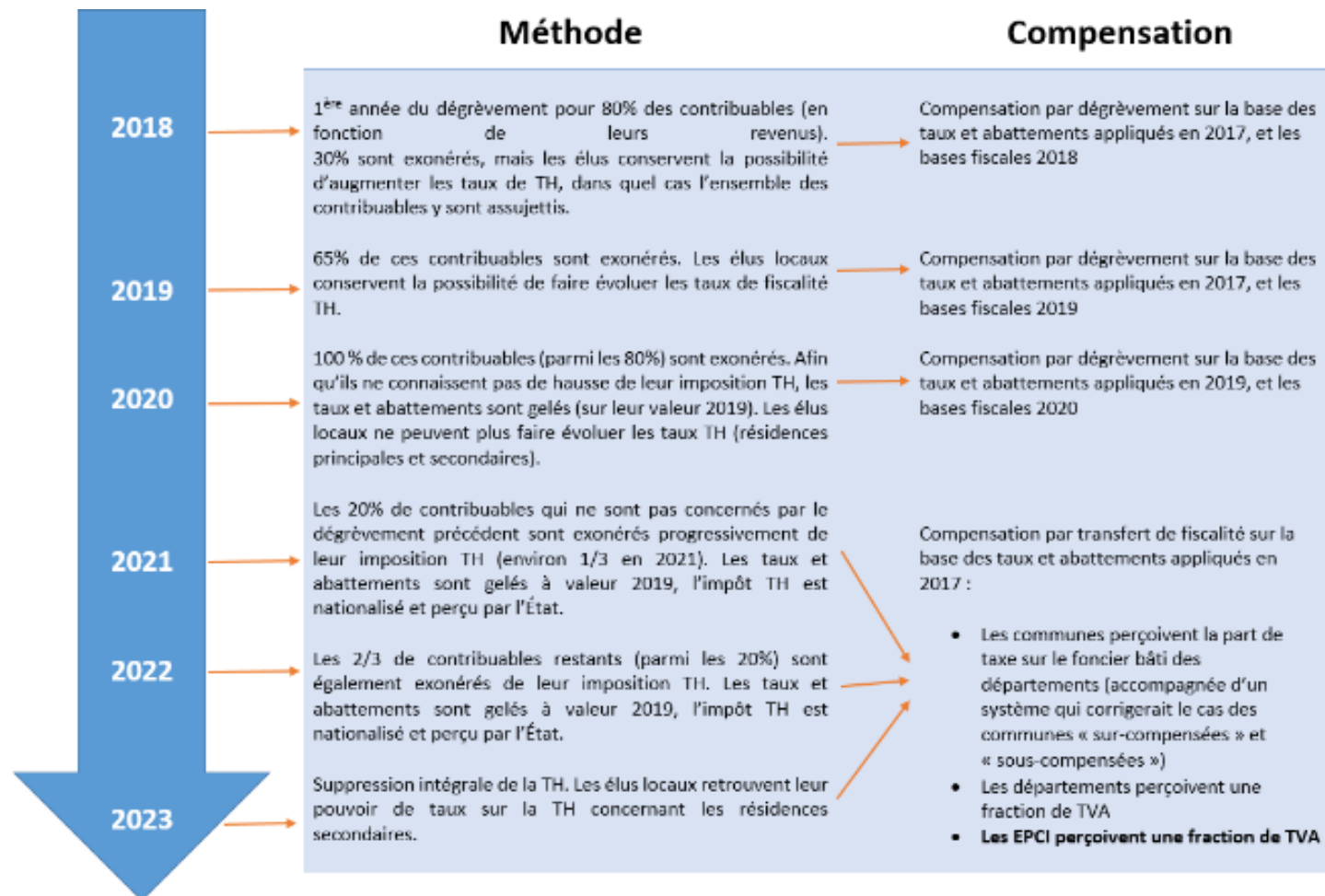
# PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2021

## ○ Prévisions selon les discussions dans le cadre du PLF pour 2021

- **Un coefficient d'actualisation des bases fiscales de 0 % pour 2021.** Ce coefficient est calculé principalement à partir de l'indice des prix à la consommation hors tabac.
- **Stabilité globale de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) à hauteur de 26.7 Md €.** Comme chaque année des mouvements internes sont opérés. La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) et la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) vont individuellement se voir bonifier de 90 M€ au détriment de la dotation forfaitaire. Pour la CDCG, il s'agira d'une nouvelle perte de dotation.
- **Réduction de 50 % des bases de la Taxe Foncière (TF) et de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) pour les « établissements industriels ».** Pour le territoire de la CDCG, 196 locaux seraient concernées. Cette perte de produit fiscal pour le bloc communal sera toutefois compensée par l'État en tenant compte uniquement du dynamisme des bases et **non des taux.**

# PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2021

## ○ Fiscalité : suppression de la taxe d'habitation



En 2023, la taxe d'habitation sur la résidence principale sera définitivement supprimée. Dès 2021, les EPCI bénéficient d'une fraction de TVA permettant ainsi de garantir les recettes fiscales.

# PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2021

## ○ Fiscalité : suppression de la taxe d'habitation

Pour CDCG, cette compensation est évaluée à 1,97 M€ pour l'année 2021.

Cette solution est intéressante car classiquement la TVA présente un dynamisme minimum de 2,5 % par an soit environ 50 K€.

Ainsi, la perte du pouvoir de taux sur la TH résidence principale est compensée par une part d'un impôts dynamique. Quid de l'année de référence ?

Le PLF 2020 prévoyait que la fraction de TVA transférée en 2021 avait pour référence le produit de TVA 2020. Seulement, un amendement du PLF 2021 prévoit que le produit de référence est celui de l'année 2021.

Par conséquent, la CDCG ne pourra pas bénéficier de l'effet d'aubaine estimé à environ 120K€ en 2022.

# PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2021

## ○ Soutien à l'investissement :

- **Normalement le PLF pour 2021 doit prévoir une automatisation du FCTVA.**

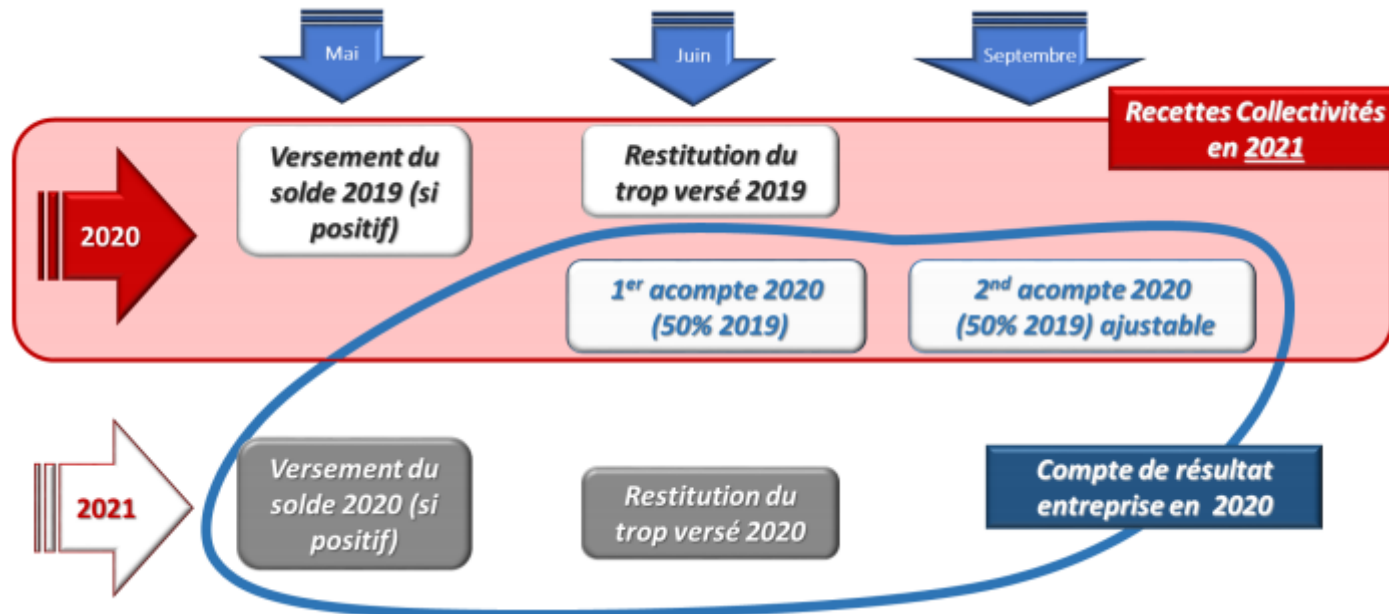
Cette automatisation conduit à utiliser une nomenclature comptable comme base d'éligibilité. Elle sera instaurée à titre d'expérimentation pour les collectivités qui perçoivent le FCTVA l'année de la réalisation de la dépense. Le surcoût donnera lieu à une mesure de correction pour l'année 2022. Attention, selon un amendement les dépenses d'investissement sur le domaine public routier ne seront plus éligibles au FCTVA dès 2021.

- **Concernant les subventions d'investissement :**

Les enveloppes 2020 sont reportées c'est-à-dire 570 M€ au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) et 1 Md € au titre de la Dotation d'Équipement des territoires ruraux (DETR).

# PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2021

## ○ Fiscalité : Diminution de la CVAE



La méthode de calcul et de versement de la CVAE impliquent un impact important dès 2021. Ci-dessus la justification de la potentielle perte de CVAE sur l'exercice 2021.



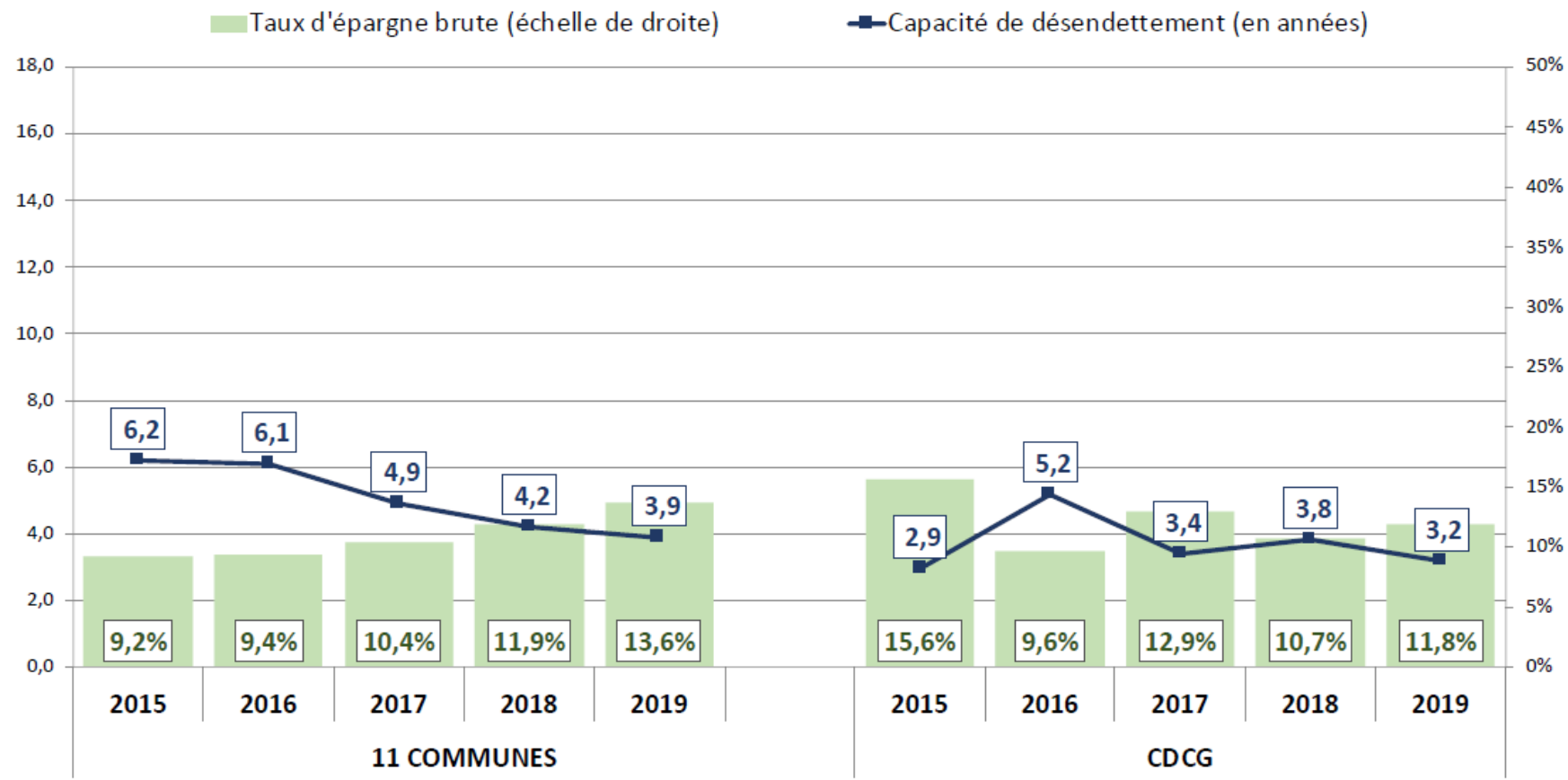
# **RETROSPECTIVE FINANCIERE DU TERRITOIRE DE LA CDCG**

*(DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE ÉTABLI PAR LE CABINET MICHEL KLOPFER)*



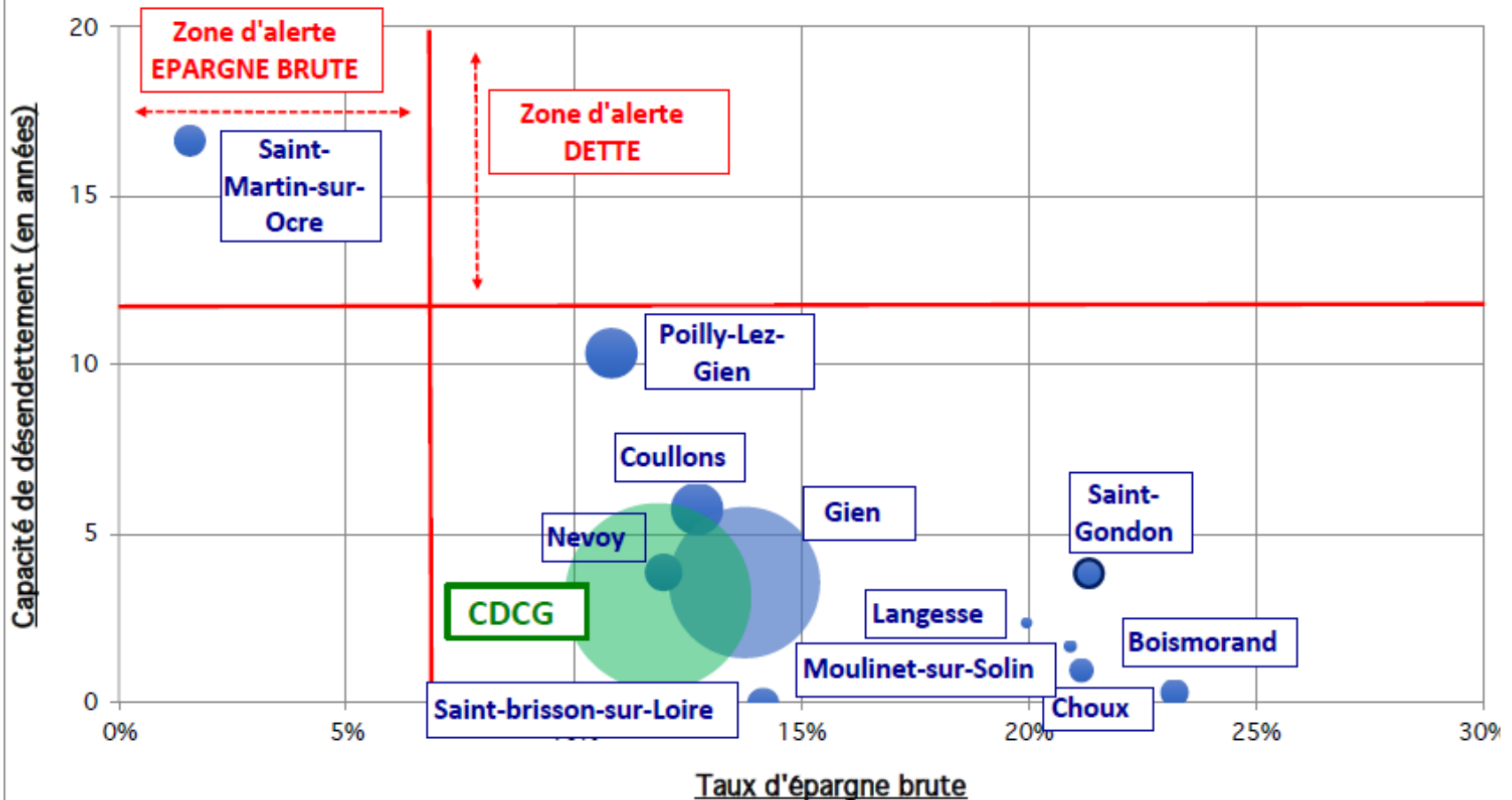
# EPARGNE BRUTE A MAINTENIR :

## Evolution de la situation financière du territoire de la CDCG

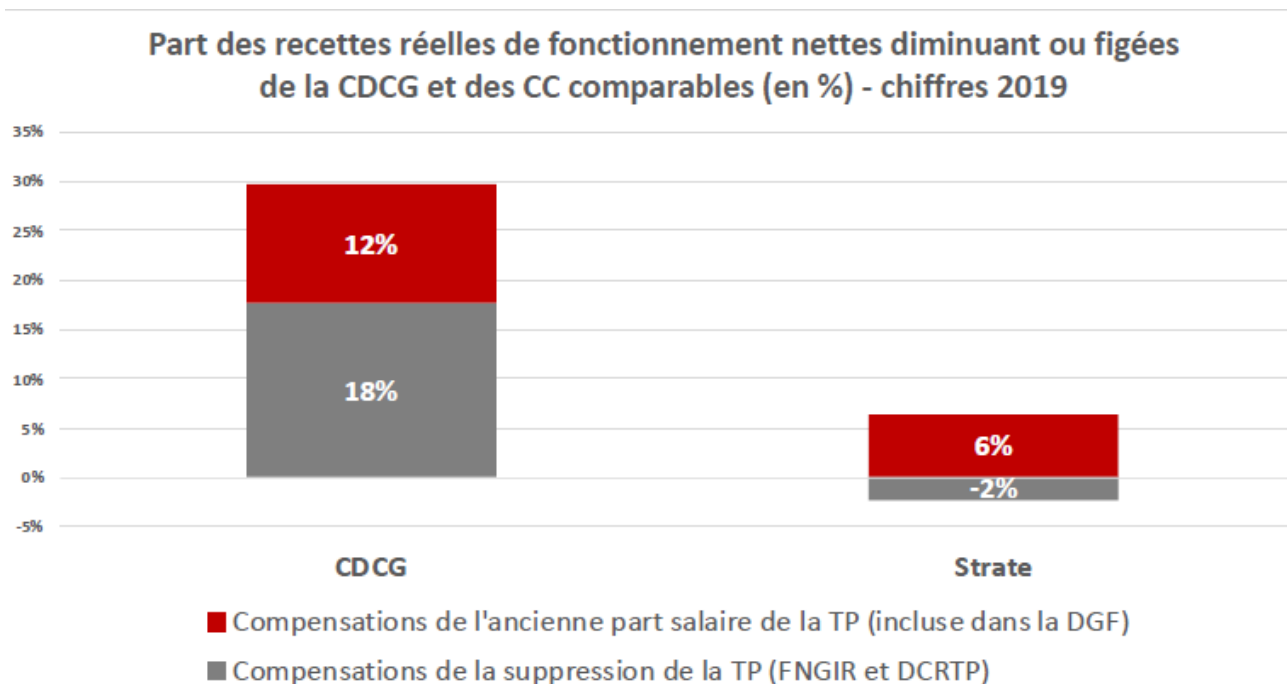


# RATIOS FINANCIERS :

Situation financière de la communauté et des 11 communes en 2019



# FRAGILITE AU NIVEAU DU DYNAMISME DES RESSOURCES



# DES TRANSFERTS DE CHARGES MASSIFS

## SITUATION ENTRE 2014 ET 2021 :

Depuis 2014, 3,464 M€ de charges ont été transférées à la CDCG et pris en compte dans les attributions de compensations.

Les charges indirects et l'utilisation des locaux ne sont pas répercutées sur les communes

| en M€  | BOISMORAND | CHOUX  | COULLONS | GIEN       | LANGESSE | MOULINET-SUR-SOLIN | NEVOY   | POILLY-LEZ-GIEN | SAINT-BRISSON-SUR-LOIRE | SAINT-GONDON | SAINT-MARTIN-SUR-OCRE |
|--|------------|--------|----------|------------|----------|--------------------|---------|-----------------|-------------------------|--------------|-----------------------|
| Attribution de compensation 2014                   | 128 237    | 35 125 | 265 198  | 5 227 421  | -4 989   | 798                | -17 737 | 133 440         | 29 292                  | -19 783      | -51 495               |
| (+) Transfert "petite enfance"                     |            |        | -21 667  | -297 758   |          |                    |         |                 |                         |              |                       |
| (+) Transfert "bâtiments sportifs"                 |            |        | -51 045  | -708 560   |          |                    |         | -39 341         |                         |              |                       |
| (+) Transfert "centres de loisirs - extrascolaire" |            |        | -17 665  | -164 216   |          |                    | -7 408  | -13 930         | -3 899                  | -22 697      | -5 810                |
| (+) Reintégration "éclairage public"               | 3 084      | 502    | 2 496    | 27 126     |          |                    | 1 594   | 5 010           | 182                     | 1 625        | 2 947                 |
| (+) Transfert "voirie"                             | -15 896    | -9 580 | -115 634 | -1 445 900 | -1 121   | -3 726             | -47 017 | -88 947         | -46 871                 | -14 185      | -57 379               |
| (+) Emprunts voirie (frais financiers)             |            |        |          |            |          |                    |         | -16 172         | -16 584                 |              | -3 677                |
| (=) Attribution de compensation 2015               | 115 425    | 26 047 | 61 684   | 2 638 113  | -6 110   | -2 928             | -70 568 | -19 940         | -37 880                 | -55 040      | -115 415              |
| (+) Transfert "GEMAPI"                             | -1 798     |        | -942     | -4 766     | -158     |                    | -208    | -81             | -34                     | -38          | -43                   |
| (+) Transfert "Office du tourisme"                 |            |        |          | -139 400   |          |                    |         |                 |                         |              |                       |
| (+) Transfert "saison culturelle"                  |            |        |          | -111 488   |          |                    |         |                 |                         |              |                       |
| (+) Emprunts voirie (ajustement frais financiers)  |            |        |          |            |          |                    |         | 1 750           | 633                     |              | 397                   |
| (=) Attribution de compensation 2016               | 113 627    | 26 047 | 60 742   | 2 382 460  | -6 268   | -2 928             | -70 776 | -18 271         | -37 282                 | -55 078      | -115 060              |
| (+) Transfert "aéroport"                           |            |        |          | -4 800     |          |                    |         |                 |                         |              |                       |
| (+) Emprunts voirie (ajustement frais financiers)  |            |        |          |            |          |                    |         | 1 734           | 720                     |              | 614                   |
| (=) Attribution de compensation 2017               | 113 627    | 26 047 | 60 742   | 2 377 660  | -6 268   | -2 928             | -70 776 | -16 537         | -36 562                 | -55 078      | -114 446              |
| (+) Emprunts voirie (ajustement frais financiers)  |            |        |          |            |          |                    |         | 2 019           | 676                     |              | 532                   |
| (=) Attribution de compensation 2018               | 113 627    | 26 047 | 60 742   | 2 377 660  | -6 268   | -2 928             | -70 776 | -14 518         | -35 886                 | -55 078      | -113 913              |

# DES TRANSFERTS DE CHARGES MASSIFS SITUATION ENTRE 2014 ET 2021 :

|                         | 2019               | 2020               | 2021               |
|-------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Boismorand              | 113 627 €          | 113 626.88 €       | 113 627 €          |
| Les Choux               | 26 047 €           | 26 046.85 €        | 26 047 €           |
| Coullons                | 60 742 €           | 60 741.52 €        | 60 742 €           |
| Gien                    | 2 377 660 €        | 2 377 660.09 €     | 2 377 660 €        |
| Langesse                | -6 268 €           | -6 268.17 €        | -6 268 €           |
| Le Moulinet Sur Solin   | -2 928 €           | -2 928.37 €        | -2 928 €           |
| Nevoy                   | -70 776 €          | -70 775.66 €       | -70 776 €          |
| Poilly Lez Gien         | -12 209 €          | -10 406.47 €       | -8 205 €           |
| Saint Brisson sur Loire | -35 212 €          | -34 570.49 €       | -33 858 €          |
| Saint Gondon            | -55 078 €          | -55 077.82 €       | -55 078 €          |
| Saint Martin sur Ocre   | -113 394 €         | -112 907.20 €      | -112 401 €         |
| <b>TOTAL</b>            | <b>2 282 210 €</b> | <b>2 285 141 €</b> | <b>2 288 561 €</b> |

# LE PRELEVEMENT FPIC

| Entité                         | Prélèvement 2018   | Prélèvement 2019   | Prélèvement 2020   | Évolution en numéraire entre 2019 et 2020 | Évolution en % entre 2019 et 2020 |
|--------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---|-----------------------------------|
| <b>CDCG</b>                    | 597 483 €          | 620 559 €          | 610 957 €          | - 9 602 €                                 | -1.57%                            |
| <b>Boismorand</b>              | 17 871 €           | 18 657 €           | 19 051 €           | 394 €                                     | 2.07%                             |
| <b>Les Choux</b>               | 10 962 €           | 11 490 €           | 11 658 €           | 168 €                                     | 1.44%                             |
| <b>Coullons</b>                | 47 801 €           | 49 437 €           | 50 320 €           | 883 €                                     | 1.75%                             |
| <b>Gien</b>                    | 360 431 €          | 372 681 €          | 379 215 €          | 6 534 €                                   | 1.72%                             |
| <b>Langesse</b>                | 1 897 €            | 1 978 €            | 2 001 €            | 23 €                                      | 1.15%                             |
| <b>Le Moulinet sur Solin</b>   | 3 066 €            | 3 090 €            | 3 083 €            | - 7 €                                     | -0.23%                            |
| <b>Nevoy</b>                   | 24 681 €           | 25 790 €           | 26 514 €           | 724 €                                     | 2.73%                             |
| <b>Poilly-lez-Gien</b>         | 49 328 €           | 52 120 €           | 53 665 €           | 1 545 €                                   | 2.88%                             |
| <b>Saint Brisson sur Loire</b> | 18 852 €           | 19 821 €           | 20 158 €           | 337 €                                     | 1.67%                             |
| <b>Saint Gondon</b>            | 20 813 €           | 21 733 €           | 22 375 €           | 642 €                                     | 2.87%                             |
| <b>Saint Martin sur Ocre</b>   | 22 775 €           | 23 945 €           | 24 922 €           | 977 €                                     | 3.92%                             |
|                                | <b>1 175 960 €</b> | <b>1 221 301 €</b> | <b>1 223 919 €</b> | <b>2 618 €</b>                            | <b>0.21%</b>                      |

La participation de la communauté est **proportionnelle au CIF**.

=> Plus les communes transfèrent de charges à la communauté, plus son CIF augmente, et plus la communauté doit supporter une part importante du prélèvement FPIC. L'effet est directement proportionnel après la fin de l'augmentation de l'enveloppe nationale de FPIC en 2016.

La participation des communes est **proportionnelle à leur potentiel financier**.

⇒ Le transfert de charges à la communauté entraîne une diminution de leur potentiel financier, et donc une baisse de leur participation au FPIC.

Les recettes fiscales servent de fondement au calcul du potentiel financier. Si la CDCG garde une répartition de droit commun pour 2021, la possible perte de fiscalité (en cas de compensation non intégrale) entrainera une augmentation de la part communale.

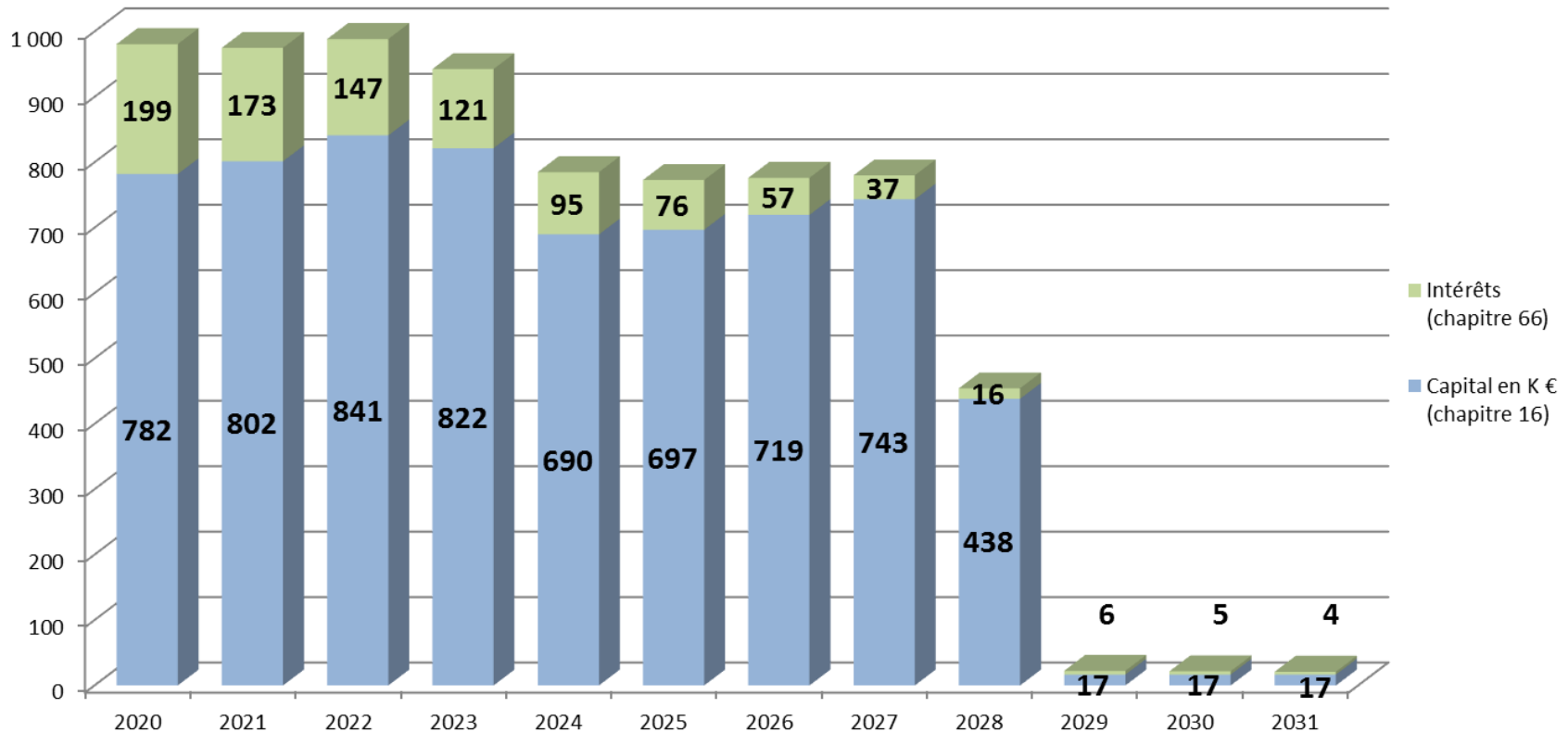
## Évolution du CIF

| 2018     | 2019     | 2020     |
|----------|----------|----------|
| 0.508081 | 0.508113 | 0.499180 |



# GESTION DE LA DETTE

## Extinction de la dette BP CDCG en K€



L'intégralité des prêts sont des prêts à taux fixe. Au 31/12/2020, le stock de dette du BP consolidé avec la ZA de Gien est de 8 618 942,48 € dont 6 679 617,02 pour le BP.

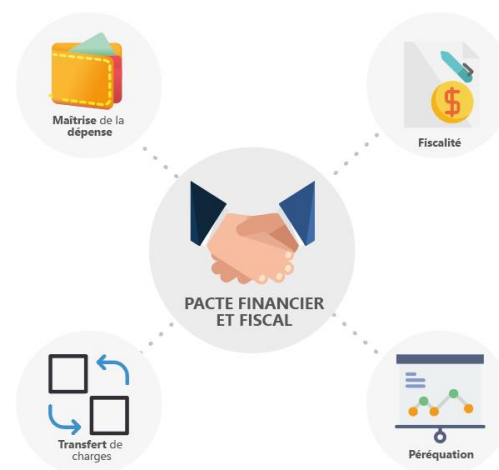
# FINALISATION DU PACTE FINANCIER ET FISCAL : ÉTABLISSEMENT DU PACTE

Le cabinet Michel Klopfer a présenté différents scénarios de prospective financière ainsi que les outils réglementaires à disposition de la CDCG afin de rédiger le futur pacte financier et fiscal.

Dans le cadre de la signature du contrat de ville, une DSC est obligatoire sur le territoire de la CDCG sauf si le territoire est doté d'un pacte financier et fiscal. Il doit être renouvelé au plus tard en fin d'année 2021.

Les futurs étapes s'articulent autour d'une précision des éléments afin de réaliser des simulations sur la projection des choix.

Enfin, il conviendra de prendre la décision sur l'accompagnement externe.





# **SITUATION PROSPECTIVE DE LA CDCG ET HYPOTHESES POUR LE BUDGET 2021**

# RECETTES DE FONCTIONNEMENT :

- **Chapitre 70 : Ventes de produits** (recettes culturelles, sportives, enfance, refacturation des mises à dispo...). – 0,6 % par rapport au total prévu 2020 soit environ une perte de 20 K€

- **Chapitre 73 : Impôts et taxes.**

Perte de certains impôts économiques (CVAE (-10 % soit – 247 K€, CFE, TASCOM (environ 4 K€) et intégration des compensations fiscales TH (190 K€). Les impacts sur la CFE seront en 2022 principalement. Au niveau du chapitre on peut constater une diminution de 51 K€ soit environ -0,4%.

De plus, une écriture concernant la compensation de 50 % des bases TF et CFE des établissements industriels sera réalisé. Nous aurons les éléments lors de la commission sur le vote du budget.

- **Chapitre 74 : Dotations, subventions et participations**

Diminution du chapitre d'environ 42 K€ soit environ 1%. Perte de DGF (38K€), Perte des compensations fiscales (chapitre 73), lissage des subventions type CAF, politique de la ville.

- **Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante**

Evolution de + 1 % soit 2 K€. Ce chapitre comprend la location des locaux de la MSP, de chantemerle et du village entreprises.

- **Chapitre 76 : Produits financiers**

0%, ce chapitre concerne le fonds de garantie dans le cadre de l'ex emprunt structuré (137 K€)

# DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Au regard de la situation financière de la CDCG et du contexte très particulier de l'année 2021, il convient nécessairement de trouver des marges de manœuvres sur les dépenses de fonctionnement afin de garder une capacité d'autofinancement correcte.

- **Chapitre 011 - Charges à caractère général** : -2 % soit -64K €.

- **Chapitre 012 - Charges de personnel** : 0 % (c'est déjà une diminution du fait de la GVT)

- **Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante** : 1% (Indemnité Elus + Cotisations, Formation Elus, SDIS, SMICTOM, contribution diverses, subventions dont office de tourisme...). Pour 2021, il faut prévoir les dépenses liées au comice (90 000 €) ainsi qu'un minimum de 35 K€ pour les vélos électriques.

# RECETTES INVESTISSEMENT

Au regard de la proposition des orientations budgétaires, les recettes d'investissement doivent se découper comme suit :

## Sur le mandat

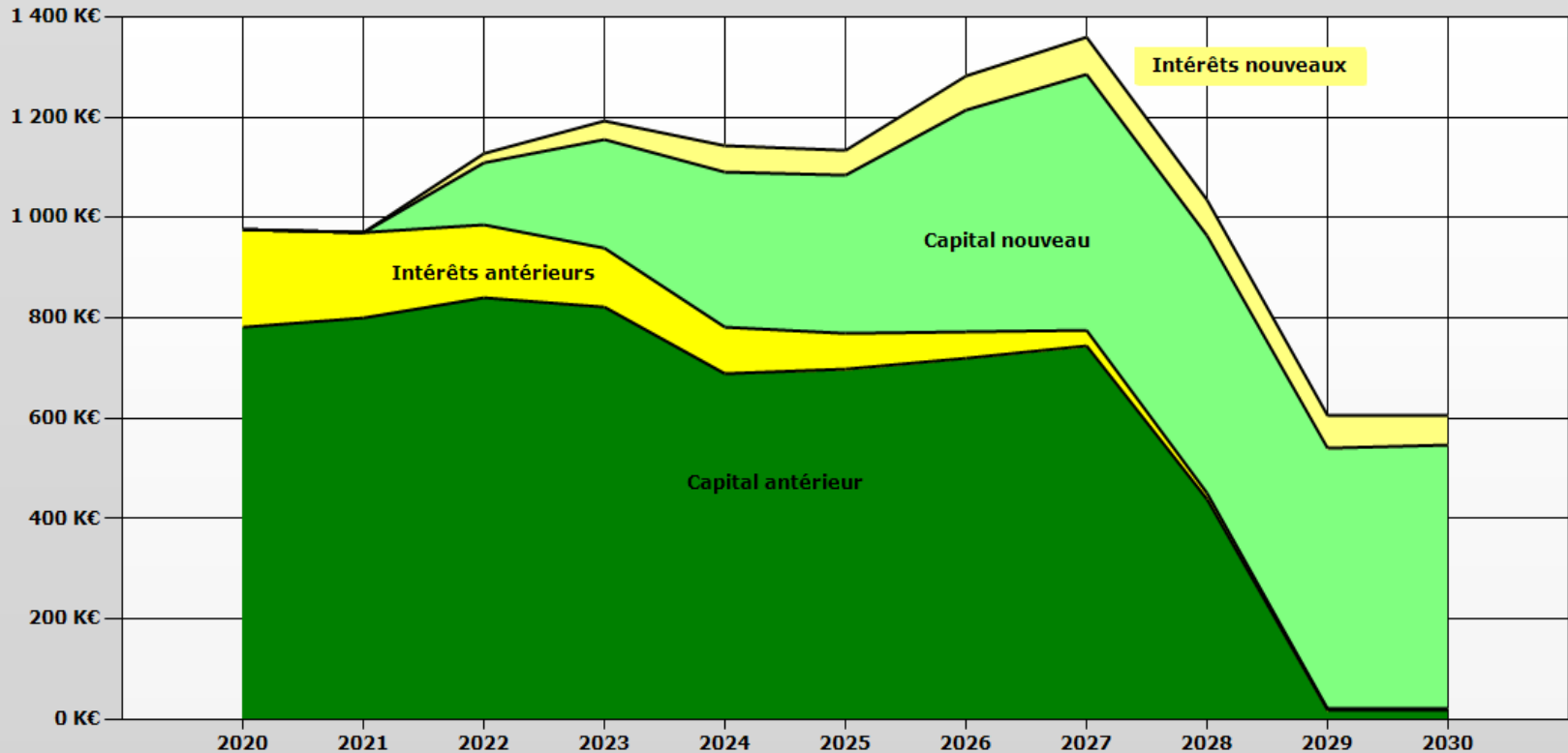
| Description  | Montant TTC |
|--|-------------|
| Emprunt  | 8 000 000 € |
| FCTVA (16,40% sur environ 70% des dépenses d'investissement (2,7M€)) | 1 859 760 € |
| Subventions (=entre 15-20% / an)                                     | 2 400 000 € |

## Par an

| Description   | Montant TTC |
|---|-------------|
| Emprunt   | 8 000 000 € |
| 2021  | 2 000 000 € |
| 2022  | 1 500 000 € |
| 2023  | 1 500 000 € |
| 2024  | - €         |
| 2025  | 2 000 000 € |
| 2026  | 1 000 000 € |
| FCTVA / an (de 2021 à 2026)                             | 309 960 €   |
| Subventions /an (=entre 15-20% / an entre 2021 et 2026) | 400 000 €   |

# L'ÉVOLUTION DE LA DETTE

## Annuité de la dette



Capital net antérieur corrigé

Intérêts nets antérieurs corrigés

Capital nouveau

Intérêts nouveaux

# DEPENSES INVESTISSEMENT

*Ce document sera disponible en version papier A3 lors de la commission + en version pdf lors de l'envoi de la préparation de la commission.*

Ce début de PPI permet de mettre en avant les engagements de la collectivité afin de traduire les marges d'investissement restantes.

|  | <u>RAR 2020</u> | <u>2021</u> | <u>2022</u> | <u>2023</u> | <u>2024</u> | <u>2025</u> | <u>2026</u> |
|--|-----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Estimation de l'enveloppe à investir</b>                    |                 | 3 900 000 € | 2 700 000 € | 2 700 000 € | 2 700 000 € | 2 700 000 € | 2 700 000 € |
| <b>Dépenses récurrentes</b>                                    | 26 032 €        | 980 500 €   | 921 500 €   | 918 500 €   | 918 500 €   | 918 500 €   | 918 500 €   |
| Licences informatique  | - €             | 90 000 €    | 90 000 €    | 90 000 €    | 90 000 €    | 90 000 €    | 90 000 €    |
| Renouvellement des outils informatiques                        | - €             | 30 500 €    | 21 500 €    | 18 500 €    | 18 500 €    | 18 500 €    | 18 500 €    |
| OPAH   | 21 031.70 €     | 50 000 €    |             |             |             |             |             |
| Aide aux entreprises   | 5 000.00 €      | 30 000 €    | 30 000 €    | 30 000 €    |             | 30 000 €    | 30 000 €    |
| Commission Bâtiments   | - €             | 180 000 €   | 180 000 €   | 180 000 €   | 180 000 €   | 180 000 €   | 180 000 €   |
| Voire  | - €             | 600 000 €   | 600 000 €   | 600 000 €   | 600 000 €   | 600 000 €   | 600 000 €   |
| <b>Dépenses pour besoins matériels</b>                         | - €             | 439 350 €   | - €         | - €         | - €         | - €         | - €         |
| Matériels techniques (manitou, véhicules...)                   | - €             | 290 000 €   |             |             |             |             |             |
| Changement des serveurs informatiques                          | - €             | 75 000 €    |             |             |             |             |             |
| Service culturel (Enceintes, console, boîtes de protection...) | - €             | 14 000 €    |             |             |             |             |             |
| Achat de nouveaux outils numériques                            | - €             | 13 970 €    |             |             |             |             |             |
| Mobiliers  | - €             | 29 380 €    |             |             |             |             |             |
| Animations sportives + Gien plage                              | - €             | 17 000 €    |             |             |             |             |             |
| <b>Dépenses pour projets</b>                                   | 1 230 000 €     | 3 365 200 € | 2 430 000 € | 1 905 000 € | - €         | - €         | - €         |
| ANRU   | - €             | 245 200 €   | 1 230 000 € | 1 605 000 € | - €         |             |             |
| Aire de grand passage  | 1 200 000 €     | 150 000 €   | - €         |             |             |             |             |
| Aire d'accueil des gens du voyage                              | - €             | 22 000 €    | - €         |             |             |             |             |
| Requalification rue Bernard Palissy                            | - €             | 916 000 €   | - €         |             |             |             |             |
| Aménagement sécuritaire et cyclable route de Briare            | - €             | 1 140 000 € | - €         |             |             |             |             |
| Etude stade nautique   | 30 000 €        | - €         | - €         |             |             |             |             |
| Padel  | - €             | 200 000 €   | - €         |             |             |             |             |
| Plantation d'arbres (alignements)                              | - €             | 15 000 €    | - €         |             |             |             |             |
| Mise en conformité aire de jeux la Quialue                     | - €             | 3 000 €     | - €         |             |             |             |             |
| Parc gendarmerie   | - €             | - €         | - €         | 300 000 €   |             |             |             |
| Cinéma   | - €             | - €         | 1 200 000 € |             |             |             |             |
| Rénovation du gymnase Paul Bert                                | - €             | 624 000 €   |             |             |             |             |             |
| Procédure de révision du PLUI                                  | - €             | 50 000 €    | - €         |             |             |             |             |
| Projets en prévision   |                 |             |             |             |             |             |             |
| <b>Total des engagements fixes</b>                             |                 | 2 313 700 € | 3 351 500 € | 2 823 500 € |             |             |             |
| <b>À arbitrer</b>  |                 | 885 050 €   | 651 500 €   | 123 500 €   | 1 781 500 € | 1 781 500 € | 1 781 500 € |
| <b>À investir</b>  | -               | 885 050 €   | 651 500 €   | 123 500 €   | 1 781 500 € | 1 781 500 € | 1 781 500 € |

# BUDGET DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

- Pas d'augmentation de la redevance d'assainissement (1,54 / m<sup>3</sup>)
- Dépenses d'investissement :

|   | 2 019            | 2 020            | 2 021            | 2 022          | 2 023          | 2 024          | 2 025          | 2 026          |
|---|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                | <b>2 543 642</b> | <b>1 115 000</b> | <b>1 077 500</b> | <b>937 500</b> | <b>775 000</b> | <b>775 000</b> | <b>775 000</b> | <b>775 000</b> |
| step les choux / Boismorand                     | 627 012          | 450 000          | 450 000          |                |                |                |                |                |
| travaux annuels                                 | 23 002           | 50 000           | 0                |                |                |                |                |                |
| matériel industriel annuel                      | 102 869          | 125 000          | 175 000          | 175 000        | 175 000        | 175 000        | 175 000        | 175 000        |
| programme annuel                                |                  | 250 000          | 0                | 100 000        | 100 000        | 100 000        | 100 000        | 100 000        |
| Autosurveillance Step Gien et Coullons          | 14 591           |                  |                  |                |                |                |                |                |
| Renouvellement Réseau                           | 53 241           | 150 000          | 150 000          | 150 000        | 150 000        | 150 000        | 150 000        | 150 000        |
| Déconnexion Rû de l'Anesse                      | 1 600 000        |                  |                  |                |                |                |                |                |
| Autosurveillance déversoir orage                |                  | 90 000           |                  |                |                |                |                |                |
| Extension du réseau de Poilly                   |                  |                  | 90 000           |                |                |                |                |                |
| Extension réseau route des hauts pays           |                  |                  | 0                |                |                |                |                |                |
| Etude diagnostique Gien                         |                  |                  | 162 500          | 162 500        |                |                |                |                |
| Révision zonage assainissement                  |                  |                  | 50 000           |                |                |                |                |                |
| Réseaux Boismorand                              | 1 622            |                  |                  |                |                |                |                |                |
| Etude - immobilisation incorporelle             | 13 696           |                  |                  |                |                |                |                |                |
| <i>En financement propre (hors subventions)</i> |                  |                  |                  | 350 000        | 350 000        | 350 000        | 350 000        | 350 000        |

- Recettes d'investissement :
  - Etude diagnostique GIEN : 325 000 avec subvention de l'agence de l'eau 50%
  - Révision zonage assainissement : 50 000 avec subvention de l'agence de l'eau 50%

# PROSPECTIVE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

|  |  | 2 019            | 2 020            | 2 021            | 2 022          | 2 023          | 2 024          | 2 025          | 2 026          |
|--|--|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>fct</b>   | Prix du m/3  | 1,54             | 1,54             | 1,54             | 1,54           | 1,54           | 1,54           | 1,54           | 1,54           |
|  | Recettes de fonctionnement                                       | 1 849 146,48     | 1 884 937,92     | 1 903 147,70     | 1 921 540,04   | 1 940 116,76   | 195887971%     | 1 977 830,76   | 1 996 971,79   |
|  | Dépenses de fonctionnement                                       | 1 003 871,24     | 1 082 628,26     | 1 063 954,28     | 1 074 753,82   | 1 089 651,36   | 109964788%     | 1 109 744,35   | 1 124 941,80   |
|  | <b>EPARGNE DE GESTION</b>  | <b>845 275</b>   | <b>802 310</b>   | <b>839 193</b>   | <b>846 786</b> | <b>850 465</b> | <b>859 232</b> | <b>868 086</b> | <b>872 030</b> |
| <b>EPARGNE BRUTE</b>   |  | <b>837 915</b>   | <b>787 948</b>   | <b>833 193</b>   | <b>841 586</b> | <b>845 965</b> | <b>855 232</b> | <b>865 086</b> | <b>869 530</b> |
| <b>EPARGNE NETTE</b>   |  | <b>740 966</b>   | <b>613 177</b>   | <b>713 193</b>   | <b>723 586</b> | <b>727 965</b> | <b>737 232</b> | <b>749 086</b> | <b>761 530</b> |
| <b>INVESTISSEMENT</b>  | <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                                 | <b>2 543 642</b> | <b>1 115 000</b> | <b>1 077 500</b> | <b>937 500</b> | <b>775 000</b> | <b>775 000</b> | <b>775 000</b> | <b>775 000</b> |
|  | step les choux / Boismorand                                      | 627 012          | 450 000          | 450 000          |                |                |                |                |                |
|  | travaux annuels  | 23 002           | 50 000           | 0                |                |                |                |                |                |
|  | matériel industriel annuel                                       | 102 869          | 125 000          | 175 000          | 175 000        | 175 000        | 175 000        | 175 000        | 175 000        |
|  | programme annuel   |                  | 250 000          | 0                | 100 000        | 100 000        | 100 000        | 100 000        | 100 000        |
|  | Autosurveillance Step Gien et Coullons                           | 14 591           |                  |                  |                |                |                |                |                |
|  | Renouvellement Réseau  | 53 241           | 150 000          | 150 000          | 150 000        | 150 000        | 150 000        | 150 000        | 150 000        |
|  | Déconnexion Rû de l'Anesse                                       | 1 600 000        |                  |                  |                |                |                |                |                |
|  | Autosurveillance déversoir orage                                 |                  | 90 000           |                  |                |                |                |                |                |
|  | Extension du réseau de Poilly                                    |                  |                  | 90 000           |                |                |                |                |                |
|  | Extension réseau route des hauts pays                            |                  |                  | 0                |                |                |                |                |                |
|  | Etude diagnostique Gien  |                  |                  | 162 500          | 162 500        |                |                |                |                |
|  | Révision zonage assainissement                                   |                  |                  | 50 000           |                |                |                |                |                |
|  | Réseaux Boismorand   | 1 622            |                  |                  |                |                |                |                |                |
|  | Etude - immobilisation incorporelle                              | 13 696           |                  |                  |                |                |                |                |                |
|  | <i>En financement propre (hors subventions)</i>                  |                  |                  |                  | 350 000        | 350 000        | 350 000        | 350 000        | 350 000        |
|  | <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>                                 | <b>1 113 083</b> | <b>1 053 407</b> | <b>1 098 250</b> | <b>980 610</b> | <b>820 863</b> | <b>773 828</b> | <b>736 060</b> | <b>710 147</b> |
|  | dotation et subvention invt poilly                               | 64 500           | 0                | 0                | 0              |                |                |                |                |
|  | dotation et subvention invt les choux / Boismorand               | 485              | 200 000          | 480 000          | 180 000        |                |                |                |                |
|  | dotation et subvention invt réseaux                              | 100 000          | 63 000           | 0                | 0              |                |                |                |                |
|  | Subvention Ru de l'Anesse  | 432 000          | 480 000          |                  | 0              |                |                |                |                |
|  | 50 % subvention agence de l'eau - Etude diagnostique Gien        |                  |                  | 54 167           | 54 167         | 54 167         |                |                |                |
|  | 50 % subvention agence de l'eau - Révision zonage assainissement |                  |                  | 12 500           | 12 500         |                |                |                |                |
| Excédent n-1   | 516 098  | 310 407          | 551 583          | 733 944          | 766 696        | 773 828        | 736 060        | 710 147        |                |
| Dette nouvelle de l'exercice (emprunt)                       |  | 1 000 000        | 0                | 0                | 0              | 0              | 0              | 0              | 0              |
| <b>RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE</b>                         |  | <b>310 407</b>   | <b>551 583</b>   | <b>733 944</b>   | <b>766 696</b> | <b>773 828</b> | <b>736 060</b> | <b>710 147</b> | <b>696 677</b> |
| Endettement  |  | 279 836          | 1 196 472        | 1 021 701        | 902 910        | 789 602        | 675 774        | 561 421        | 448 990        |
| ratio dette / epargne brute (capacité de désendettement /an) |  | <b>0,33</b>      | <b>1,52</b>      | <b>1,23</b>      | <b>1,07</b>    | <b>0,93</b>    | <b>0,79</b>    | <b>0,65</b>    | <b>0,52</b>    |



# L'ÉVALUATION DU SCHÉMA DE MUTUALISATION

# GESTION DU PERSONNEL

## Evolution des effectifs :

### SYNTHESE EVOLUTION DES EFFECTIFS (*postes pourvus*)

|               | Au 31/12/2013 |            | Au 31/12/2014 |            | Au 31/12/2015 |            | Au 31/12/2016 |            | Au 31/12/2017 |            | AU 31/12/2018 |            | AU 31/12/2019 |            |
|---------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|
|               | Nombre agents | ETP        | Nombre agents | ETP        | Nombre agents | ETP        | Nombre agents | ETP        | Nombre agents | ETP        | Nombre agents | ETP        | Nombre agents | ETP        |
| CDCG          | 61            | 60         | 63            | 61         | 197           | 193        | 196           | 189        | 196           | 190        | 204           | 195        | 208           | 191        |
| Ville de Glen | 350           | 315        | 336           | 312        | 185           | 162        | 175           | 149        | 170           | 144        | 157           | 130        | 160           | 134        |
| <b>TOTAL</b>  | <b>411</b>    | <b>374</b> | <b>399</b>    | <b>372</b> | <b>382</b>    | <b>354</b> | <b>371</b>    | <b>338</b> | <b>366</b>    | <b>334</b> | <b>361</b>    | <b>324</b> | <b>363</b>    | <b>324</b> |

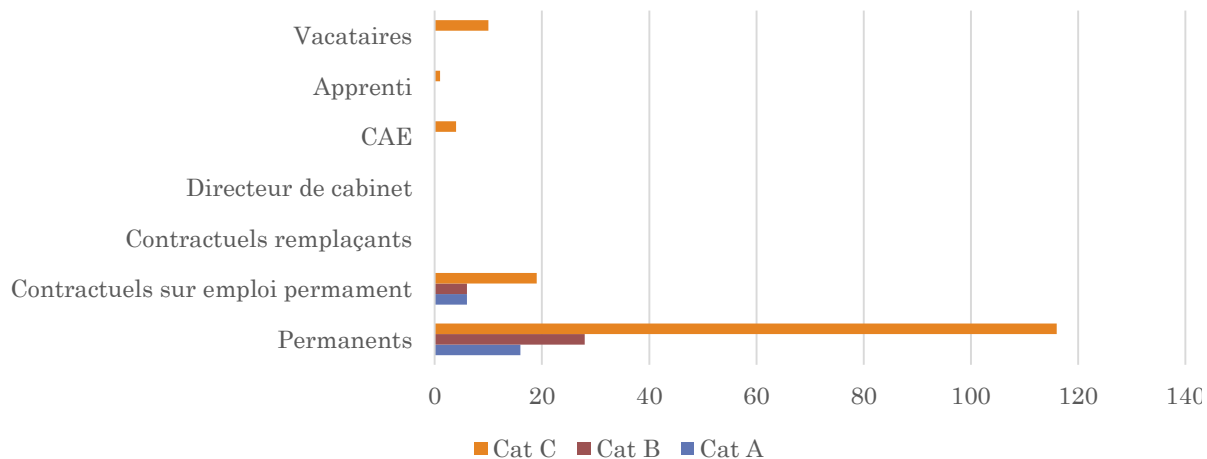
*Dont intégration HC3P*



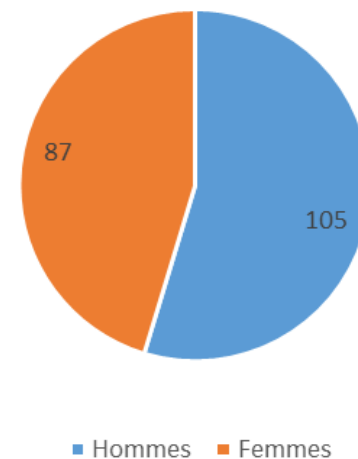
# GESTION DU PERSONNEL

## Structure du personnel:

### REPARTITION PAR CATEGORIE ET PAR EMPLOI

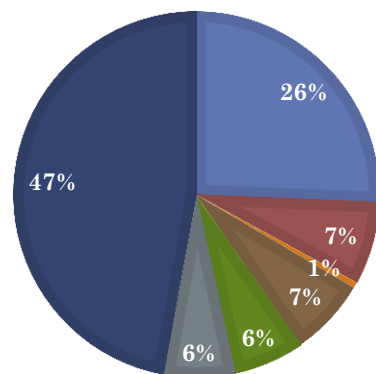


### Répartition Hommes / Femmes



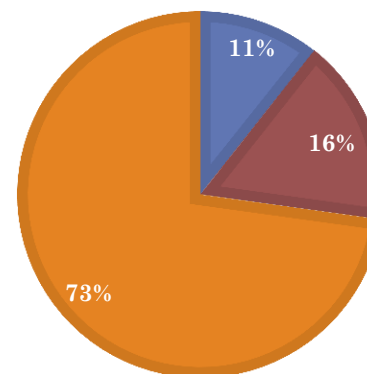
### RÉPARTITION PAR FILIÈRE

■ Administrative ■ Animation ■ Culturelle ■ Médico-sociale ■ Sociale ■ sportive ■ technique



### PAR CATEGORIE

■ Cat A ■ Cat B ■ Cat C

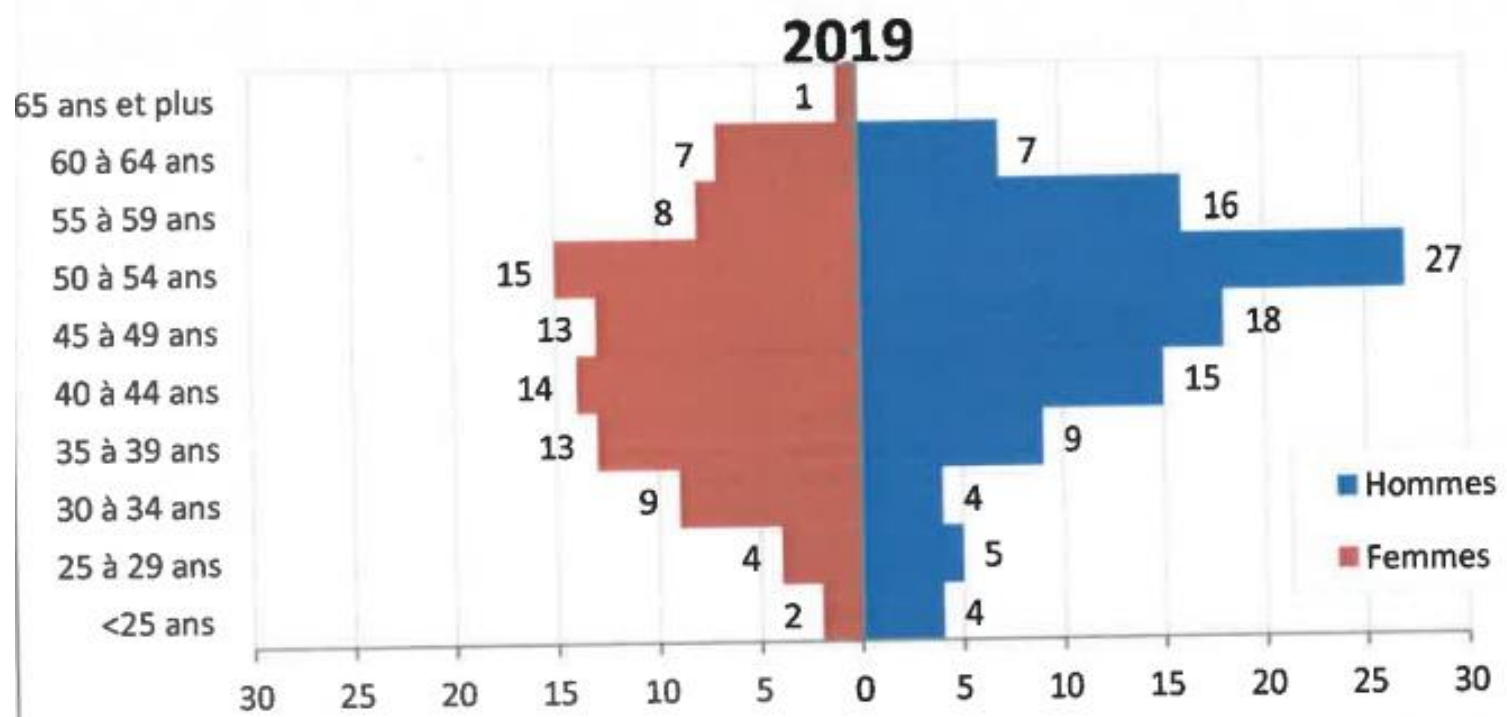


36

# GESTION DU PERSONNEL :

## Moyenne d'âge :

- 2015 : 45,5 ans
- 2017 : 45 ans
- 2018 : 45,5 ans
- 2019 : 46 ans



# GESTION DU PERSONNEL :

## Rémunération :

